

CINQ ANS DE PRÉPARATIFS

## La planification secrète de la colonisation de l'Irak



La décision d'envahir l'Irak n'a pas été prise pour désarmer le pays après l'« échec » des inspecteurs de l'ONU, en mars 2003, mais cinq ans plus tôt. Déjà, sous la présidence Clinton, la famille Bush mettait en place une pseudo-opposition en exil et obtenait le soutien du Congrès. Dès son arrivée à la Maison Blanche, George W. Bush donnait instruction au Pentagone de préparer la guerre. Des accords de coopération étaient conclus pour le transport des troupes et des exercices militaires étaient entrepris. Pendant ce temps, on croyait à l'ONU pouvoir dénouer la crise...

page 2

### Kerry offre-t-il une réelle alternative ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

En dépit des déclarations des partisans du candidat démocrate, les analystes Pascal Boniface et Barthélemy Courmont conseillent de ne pas placer de vains espoirs en John Kerry. Ses positions en matière de politique étrangère restent floues, hormis la confirmation de son soutien à Israël. Ses votes parlementaires récents ne l'ont pas véritablement différencié de son adversaire et ses intentions de ratification de traités internationaux dépendent d'un Congrès qui y est hostile.

page 9

REPÈRE : 10 MARS 1992

### Stella : icône des procès consuméristes

À Albuquerque (Nouveau Mexique), Stella Liebeck, depuis son lit d'hôpital, écrit une réclamation à la direction de McDonald's. La semaine précédente, voulant sucrer son café à emporter, elle a renversée le liquide brûlant sur ses genoux, provoquant de graves brûlures au 3<sup>e</sup> degré. Dans sa lettre, elle exige donc que McDonald's baisse la température de son café et lui rembourse 20,000 dollars US de frais d'hôpital. McDonald's - déjà confronté à ce genre de réclamation par le passé, ignore la requête. Mal lui en prend, la justice estimera que la firme aurait dû avertir ses clients, par un message sur les gobelets, que son café est chaud et peut donc les brûler s'il est renversé. La société devra payer 2.9 millions de dollars en dommages. Stella devient ainsi l'icône du mouvement consumériste en lutte contre les malfaçons des grands groupes tandis que pour d'autres, elle est l'illustration de la dérive de la législation de litige. Un prix « Stella » distingue désormais chaque année les litiges futiles. ■



### LES FORCES SPÉCIALES INTERVIENNENT EN ALGÉRIE

Des commandos des Forces spéciales des États-Unis sont arrivés en Algérie pour éradiquer la « Brigade salafiste pour le Combat et l'Appel ». Les « terroristes », qui sont accusés d'« entretenir des liens avec Al Qaida », auraient trouvé refuge à la frontière du Mali, cependant les opérations seront étendues à d'autres régions du pays. Malgré les soupçons d'une éventuelle implication de l'armée algérienne dans plusieurs massacres de civils, des livraisons de matériel militaire et des exercices conjoints algéro-états-uniens sont régulièrement effectués, mais c'est la première fois que des troupes états-uniennes s'engagent au combat dans le pays. Cette action se situe dans le cadre du déploiement des GI's le long de l'« arc d'instabilité » qui s'étend de l'Afghanistan au Golfe de Guinée. Des troupes sont ainsi arrivées en janvier en Mauritanie. D'autres pourraient intervenir prochainement au Darfour (Soudan) avec un appui logistique allié. ■

Cinq ans de préparatifs

# La planification secrète de la colonisation de l'Irak

**La décision d'envahir l'Irak n'a pas été prise pour désarmer le pays après l'« échec » des inspecteurs de l'ONU, en mars 2003, mais cinq ans plus tôt. Déjà, sous la présidence Clinton, la famille Bush mettait en place une pseudo-opposition en exil et obtenait le soutien du Congrès. Dès son arrivée à la Maison Blanche, George W. Bush donnait instruction au Pentagone de préparer la guerre. Des accords de coopération étaient conclus pour le transport des troupes et des exercices militaires étaient entrepris. Pendant ce temps, on croyait à l'ONU pouvoir dénouer la crise...**



Dans les années 90, alors que le président Clinton et les partisans d'un Empire économique avaient choisi une politique d'endiguement (« *containment* ») de l'Irak, la famille Bush et les partisans d'un Empire militaire préconisaient au contraire de renverser le régime de Saddam Hussein. Ils poursuivaient trois objectifs :

- ▶ Le contrôle de l'accès aux ressources pétrolières de manière à détenir un moyen de pression sur les consommateurs européens (doctrine Kissinger) ;
- ▶ Contraindre les Européens à renoncer à une politique étrangère indépendante en les impliquant dans un conflit qu'ils ne maîtrisent pas

(doctrine Wolfowitz) ;

► Remodeler le Proche-Orient en démantelant l'Irak comme on le fit avec la Yougoslavie, en y transférant les Palestiniens et en en privatisant les biens publics (doctrine Perle).

## 1998 : Les ambitions du PNAC pour l'Irak

Les partisans de l'offensive se rassemblèrent au sein du Projet pour un nouveau siècle américain (Project for a New American Century - PNAC), un think tank qui servit ultérieurement à élaborer le programme électoral de George W. Bush à l'attention des donateurs de sa campagne. Leur campagne débuta par une lettre ouverte au président Clinton, le 26 janvier 1998 [1] Le PNAC s'y interroge sur la possible relance du programme irakien d'armes de destruction massive. Il décrit comme inefficaces les procédures d'inspection de l'ONU et préconise en conséquence de ne pas chercher à les réactiver, mais de prendre des initiatives militaires sans attendre une impossible unanimité du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le texte est signé par dix-huit personnalités, dont Elliott Abrams, Richard L. Armitage, John Bolton, Francis Fukuyama, Robert Kagan, Zalmay Khalilzad, William Kristol, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz et James Woolsey.

Ces pressions convainquirent d'autant moins Bill Clinton que le 23 février, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, signe un accord avec l'Irak pour planifier de nouvelles inspections. Prenant acte de la bonne volonté irakienne, la Maison-Blanche ordonne un retrait partiel des forces états-uniennes dans la région.

Le PNAC réagit vivement. Il adresse une lettre au président républicain de la Chambre des Représentants, Newt Gingrich, et au président du groupe républicain au Sénat, Trent Lott, le 29 mai 1998 [2]. L'association qualifie la politique de Bill Clinton de « *capitulation devant Saddam Hussein* » qui porte « *un coup incalculable au leadership et à la crédibilité américaines* ». Elle propose de délégitimer le dictateur en l'inculpant pour crimes de guerre, d'œuvrer à son renversement en reconnaissant dès à présent un gouvernement provisoire irakien, et de se préparer à l'usage de la force dans la région.

Ces excès de langage seraient sans lendemain si, le 5 août 1998, l'Irak ne cessait sa coopération avec les inspecteurs de l'ONU. Le président Clinton adresse alors une mise en demeure à Saddam Hussein. Le PNAC en profite pour intensifier son lobbying au Congrès. Lors d'une audition sénatoriale, l'opposant irakien en exil, Ahmed Chalabi, réussit à convaincre les parlementaires que Saddam Hussein peut être renversé par son opposition, sans que les GI's aient à intervenir. Il déclare : « *Donnez au Congrès national irakien (Iraqi National Congress - INC) une base protégée des tanks de Saddam, donnez-nous le soutien temporaire dont nous avons besoin pour nourrir, abriter et soigner la population libérée, et nous vous donnerons un Irak libre, un Irak sans armes de destruction massive, et un Irak de libre-marché. Que demander de mieux : l'INC fera tout cela gratuitement* » [3]. Séduits, les parlementaires adoptent la loi sur la libération de l'Irak. [4] Afin de financer les services « *gratuits* » de l'INC, le Congrès débloque 2 millions de dollars pour les programmes de propagande via l'US Information Agency (USAID) et 97 millions de dollars pour

la formation militaire et l'armement des rebelles.

Considérant que la guerre civile est un remède pire que le mal et qu'elle déstabiliserait toute la région, Bill Clinton n'utilisa jamais ces crédits sinon pour offrir des cours de droit international à 90 membres de l'INC. Cependant, il accorda, sur une autre ligne budgétaire, 12 millions de dollars d'aide humanitaire qui transitèrent par l'INC vers les populations irakiennes [5].

Bien qu'ayant trouvé une majorité de circonstance au Congrès, la loi sur la libération de l'Irak fut durement critiquée par l'élite politique. Dans un article retentissant, les analystes de Foreign Affairs, la revue du très consensuel Conseil pour les relations étrangères (Council on Foreign Relations), qualifient les suggestions du PNAC de « *partisanes* » et le projet de renversement intérieur de Saddam Hussein de « *fantasme* » [6]. Les auteurs notent que l'aventure imaginée par le PNAC rappelle étrangement le projet d'armement de l'opposition cubaine pour renverser Fidel Castro qui se termina par le fiasco de la Baie des cochons.

Cette comparaison est lourde de sous-entendus. En effet, le lobbying public est doublé d'un volet secret. L'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, est devenu le tireur de ficelles du Congrès national irakien. Il influe sur la composition des instances de l'INC, conseille ses dirigeants, trouve des « *sponsors* » pour les financer. Tandis que l'ancien patron des forces spéciales, le général à la retraite Wayne Downing, organise des « *stages* » pour les futurs combattants. Ces opérations mobilisent de nombreux agents britanniques du « *stay-behind* », le service secret de l'OTAN, au grand dam de la CIA pour qui ces opposants sont des aventuriers de salon et Ahmed Chalabi, un vulgaire escroc que Woolsey manipule depuis une décennie.

## Début 2001 : Une priorité dans le mandat de George W. Bush

Le 10 janvier 2001, soit une dizaine de jours avant sa prise de fonction à la Maison-Blanche, le nouveau président George W. Bush est reçu avec son équipe au Pentagone pour être informé des principaux dossiers par l'équipe sortante [7]. La réunion se tient à huis clos, dans une salle sécurisée, et dure une heure un quart. Délaissant les autres dossiers, George W. Bush concentre ses questions sur l'Irak, laissant clairement entendre que le renversement du régime à Bagdad serait une priorité de son mandat.

Les jours suivants, George W. Bush autorise officiellement l'INC à utiliser les zones « d'exclusion aérienne » comme bases arrières pour mener des actions commandos dans le reste du pays contre le régime [8]. Cette décision est présentée comme un « *renversement complet de la politique américaine* ». En effet, si les Anglo-Saxons ont démilitarisé le tiers Nord et le tiers Sud de l'Irak pour empêcher Saddam Hussein de réprimer sa propre population, ce n'était pas, en principe, pour y loger une armée prête à attaquer Bagdad. Surtout, cette décision manifeste la volonté de Washington de livrer une guerre en envoyant d'autres troupes que les siennes au combat. L'agence de presse UPI révèle que les « *petits gars* » du général Wayne Downing [9] vont enfin pouvoir suivre un entraînement aux frais du contribuable états-unien, à College Station

(Texas) [10].

Dès lors, le dispositif est rapidement mis en place. D'un côté, affaiblir Bagdad au maximum, économiquement et médiatiquement : W. Bush ordonne à Richard Hass, directeur de la planification au département d'État, d'étudier comment renforcer l'embargo [11]. Tandis que des informations peu crédibles parvenaient à une presse crédule. Ainsi, à Londres, le Sunday Telegraph croyait pouvoir affirmer, sur la foi des dires d'un opposant, que Saddam Hussein détenait déjà deux bombes atomiques [12]. La Maison-Blanche elle-même lance des accusations, sans les étayer, selon lesquelles la Chine et la Yougoslavie faciliteraient les programmes d'armement irakiens. D'un autre côté, rendre Bagdad vulnérable militairement : W. Bush ordonne la reprise des bombardements, après deux ans de paix [13]. Les forces anglo-américaines détruisent des sites de radars aux alentours immédiats de Bagdad de manière à faciliter les incursions de forces spéciales. La France et l'Égypte condamnent immédiatement cette initiative. Tandis que l'Arabie saoudite et le Koweït, que la presse accuse d'avoir fourni une aide logistique, démentent toute participation aux raids aériens.

Le 1er février, le Conseil national de sécurité examine le plan politico-militaire pour l'Irak d'après Saddam Hussein [14]

L'attaque contre l'Irak ne répondant pas à des considérations locales, mais à une stratégie globale, sa planification n'a pas attendu que l'on imagine de prétexte particulier. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush a donné des instructions pour implanter des bases militaires US permettant l'encerclement de l'Irak et de l'Iran, tandis que l'état-major interarmes a organisé des simulations d'attaques de ces États.

Le vice-président Dick Cheney lui-même négocie au début 2001 l'implantation de bases militaires US au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan dans le cadre du développement des accords Central Asia Battalion (CENTRASBAT) de la Communauté économique d'Asie centrale [15] Ceux-ci avaient initialement été conclus pour former des troupes spéciales locales aux États-Unis afin de réprimer les oppositions islamiques. L'existence de ces bases sera révélée après les attentats de septembre 2001 et sera présentée comme un appui pour l'attaque de l'Afghanistan. C'est à l'évidence faux puisque leur construction a commencé avant les attentats et qu'elle n'était pas suffisamment avancée pour tout usage opérationnel pendant la campagne d'Afghanistan.

## **Fin 2001 : le terrorisme est là, il faut y aller**

L'ordre de préparation de l'attaque contre l'Irak a été signé par le président George W. Bush, le 17 septembre 2001, soit six jours après les attentats de New York et Washington. Il a pris la simple forme d'une note de bas de page dans la directive présidentielle relative à l'attaque contre l'Afghanistan et à la guerre au terrorisme [16]. À ce moment-là, George W. Bush n'avait encore jamais évoqué, en sa qualité de président des États-Unis, l'éventualité d'un tel conflit, ni présenté aux citoyens états-uniens la moindre justification d'une telle action.

Le général Kenneth L. Privratsky, commandant le centre de gestion des

transports militaires (Military Traffic Management Command - MTMC), a été chargé d'actualiser le volet logistique du plan d'opération 1003 (OPLAN-1003-98) et d'y inclure l'équipement des bases US en construction au Kirghizstan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, et le transport des troupes. Il a été calculé, qu'au plus fort de la guerre, l'approvisionnement des forces états-uniennes dans la région représenterait près de 60 000 tonnes de matériel par jour. Ces besoins étant impossible à satisfaire en temps réel (il faudrait disposer de 5 000 avions de transport Hercules C-130, alors que les États-Unis n'ont qu'une trentaine d'escadrons de transport), le général Privratsky a reçu l'ordre de commencer à installer la logistique [17] Sans requérir l'autorisation de ses alliés, le Pentagone a acquis des matériels et mis en place des transports maritimes depuis des ports allemands, néerlandais et russes (dans l'Arctique, la Mer Noire et à Vladivostock). Des ponts aériens ont été installés en utilisant les bases US du Bahrein, des Émirats arabes unis, d'Oman, d'Arabie saoudite et de Turquie. Seuls les Britanniques ont été consultés pour l'usage de la base US qu'ils abritent dans l'île de San Diego. Les transports terrestres étant difficiles à travers la Russie, le MTMC a été autorisé à financer la modernisation des chemins de fer du Sud de la Russie.

## 2002 : répétition générale

La préparation de l'attaque contre l'Irak a donné lieu aux plus importantes manœuvres militaires de l'Histoire : « Défi du Millénaire 2002 » (Millenium Challenge 2002) [18]. Ce jeu de guerre mêlait des manœuvres réelles et des simulations en salle d'état-major réalisées grâce aux outils technologiques utilisés à Hollywood pour le film Gladiateur. Du 24 juillet au 15 août 2002, 13 500 hommes, dont la XVIIIe division aéroportée du général Ann Dunwoody, ont été mobilisés. Les îles de San Nicola et San Clemente, au large de la Californie, et le désert du Nevada avaient été évacuées pour servir de théâtre d'opérations. Cette débauche de moyens nécessita un budget de 235 millions de dollars.

De manière plus satisfaisante, l'efficacité du quartier général mobile du Commandement central (CENTCOM) a été testée lors des manœuvres « Regard intérieur » (Internal Look) qui se sont déroulées du 9 au 17 décembre 2002 dans plusieurs États du Golfe arabo-persique. Ce centre de commandement tactique (Tactical Operation Center - TOC) est constitué de containers transportables par avion. Il a été fabriqué par Raytheon à l'usine de Saint-Petersbourg en Floride. En fait, la livraison de ce matériel a été gravement retardée par des problèmes de conception électronique, les manœuvres ont été repoussées de deux mois, ainsi que la guerre par la même occasion. Les modules, qui abritent des salles bourrées d'informatique, ont été finalement assemblés sur la base d'Al Sayliyah, au Qatar, en trois semaines. Le système est connecté par satellite au Commandement central, situé sur la base de MacDill à Tampa, en Floride. Il permet non seulement de gérer l'ensemble des forces présentes sur le théâtre d'opérations, mais aussi de tenir des vidéoconférences sécurisées entre les différents quartiers généraux.

## 2003 : neutralisation de l'ONU et de l'opinion mondiale

Pendant que le dispositif militaire se déploie inexorablement, une mise en scène médiatique et diplomatique construit méticuleusement le *casus belli* : la propagande états-unienne discrédite l'action des inspecteurs en désarmement de l'ONU, puis invente une prétendue menace. Des responsables du Pentagone viennent expliquer à huis clos devant la majorité des sénateurs que Saddam Hussein dispose de drones capables de frapper la côte Est des États-Unis avec des armes biologiques ou chimiques. Le département de Sécurité de la patrie alerte la population et enjoint chaque famille à se préparer à la guerre en faisant des provisions et en s'équipant du matériel adéquat [19]. L'administration Sharon distribue des masques à gaz et un kit de survie à la population israélienne. Et Tony Blair affirme que l'arsenal irakien peut être opérationnel en 45 minutes.

Pour neutraliser l'ONU, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie n'hésitent pas à recourir à toutes les formes d'actions déloyales. Ils placent notamment sur écoute le secrétaire général de l'ONU, ses inspecteurs en désarmement, et diverses délégations diplomatiques au Conseil de sécurité [20]. Le secrétaire d'État, Colin L. Powell, se fend d'un long discours au Conseil de sécurité dans lequel il égère avec aplomb des mensonges éhontés [21].

En outre, comme si les crimes de Saddam Hussein ne suffisaient pas, la propagande transforme le despote de Bagdad en un nouvel Hitler [22]. On le rend seul responsable de la guerre contre l'Iran, qu'il livra pourtant pour le compte des États-Unis contre la révolution khomeyniste, et de la guerre contre le Koweït, que Washington l'encouragea à annexer. On lui attribue toutes sortes de crimes, y compris celui de génocide. On présente le drame d'Halabja, imputable à un déplacement des gaz de combat pendant une bataille militaire, en un massacre délibéré de civils kurdes [23].

En définitive, le président George W. Bush annonce, le 19 mars 2003 que la guerre est commencée : « *Les forces des États-Unis et de la Coalition se trouvent dans la première phase d'opérations militaires destinées à désarmer l'Irak, à libérer son peuple et à défendre le monde contre un grand danger.* » [24]. En réalité, il n'y a aucune arme de destruction massive à saisir en Irak, renverser un tyran pour coloniser un pays n'est pas une libération, et le monde n'encourait aucun danger. L'opération avait été décidée cinq ans plus tôt et patiemment mise en œuvre.

### Thierry Meyssan

*Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.*

---

[1] Cf. *Open Letter to President Clinton*, PNAC, 26 janvier 1998

[2] Cf. *Open Letter to Newt Gingrich and Trent Lott*, PNAC, 29 mai 1998

[3] Auditions d'Ahmed Chalabi, Richard Hass, Zalmay Khalilzad, et James Woolsey : *Can Saddam Be Overthrown ?* Senate Committee on Foreign Relations, Subcommittee on Near Eastern and South Asian Affairs, 105th Congress, 2d Session, 2 mars 1998

[4] *Iraq Liberation Act*, S. 2525, 105th Congress, 2d Session, 29 septembre 1998

[5] « U.S. Gives Go-Ahead To Iraqi Opposition » par John Lancaster, in *Washington Post* du 14 janvier 2001.

[6] « The Rollback Fantasy » par Daniel Byman, Kenneth Pollack et Gideon Rose, *Foreign Affairs*, janvier-février 1999.

[7] « Pentagon Briefs Bush on Iraq » par Eric Schmitt et James Dao, in *New York Times* du 10 janvier 2001.

[8] « Iraqi Foes to Get Aid from U.S. » par Alan Sipress, in *Washington Post* du 2 février 2001.

[9] Wayne Downing deviendra le patron de la lutte anti-terroriste après le 11 septembre 2001.

[10] *Iraqi Rebels to Get Special Weapons* par Eli J. Lake, UPI, 12 février 2001.

[11] « Powell's Staff to Look at Iraq », in *Washington Post* du 26 janvier 2001.

[12] « Saddam Has Made Two Atomic Bombs » par Jessica Berry, in *Sunday Telegraph* du 29 janvier 2001.

[13] « Nouvelles opérations américano-britanniques en Irak » par Patrice de Beer, in *Le Monde* du 19 février 2001.

[14] Cf. *Mémoire à l'attention du secrétaire Paul O'Neill*, 31 janvier 2001.

[15] Le 28 décembre 2001, la Communauté économique d'Asie centrale est devenue l'Organisation de coopération d'Asie centrale (Central Asian Cooperation Organization - CACO). Elle comprend désormais aussi le Tadjikistan et est actuellement présidée par l'Ouzbek Islam Karimov.

[16] « U.S. Decision On Iraq Has Puzzling Past » par Glenn Kessler, in *Washington Post* du 12 janvier 2003.

[17] Le général Privratsky a pris sa retraite le 17 octobre 2002. Il a été remplacé par le brigadier général Ann Dunwoody, qui commandait jusqu'à cette date la XVIIIe division aéroportée de Fort Bragg.

[18] Cf. *La grande simulation de la guerre en Irak, Apocalypse Tomorrow* par Tom Saint-Pierre, in *reseauvoltaire.net* du 26 septembre 2002.

[19] *Lire Opérations psychologiques : conditionnement des familles états-uniennes* par Jack Naffair, *reseauvoltaire.net*, 19 février 2003.

[20] Cf. *Washington et Londres placent l'ONU sur écoutes* par Thom Saint-Pierre, *reseauvoltaire.net*, 4 mars 2003.

[21] Cf. *Discours intégral de Colin L. Powell sur la menace irakienne au Conseil de sécurité*, 5 février 2003.

[22] Cf. *Huit légendes médiatiques sur l'Irak* par Jack Naffair, *reseauvoltaire.net* du 13 mars 2003.

[23] *Lire : Crime de guerre ou acte de guerre ?*, résumé d'une tribune de Stephen C. Pelletiere, in *Tribunes libres internationales*, *reseauvoltaire.net* du 31 janvier 2003. Et *Blanchiment d'information : l'info qui ne gêne pas Libé* par Jack Naffair, *reseauvoltaire.net*, 17 février 2003.

[24] Cf. *Allocution du président George W. Bush*, 19 mars 2003.

# Kerry offre-t-il une réelle alternative ?

## Analyse

Les analystes de l'IRIS, Pascal Boniface et Barthélemy Courmont, mettent en garde les lecteurs de *Libération* pour qu'ils ne placent pas de vains espoirs en John Kerry. La position du candidat démocrate en matière de politique étrangère reste empreinte de flou artistique, hormis la confirmation de son indéfectible soutien à Israël. Ses votes parlementaires récents ne l'ont pas véritablement différencié de son adversaire George W. Bush ; et ses intentions de ratification de traités internationaux dépendent d'un Congrès qui y est hostile. Ces remarques pessimistes peuvent éventuellement être nuancées si l'on se reporte au discours d'Edward Kennedy au Conseil des relations étrangères ou au prochain livre de Zbigniew Brzezinski préconisant un leadership multilatéral plutôt qu'une domination impériale. Mais rien ne prouve que le candidat Kerry soit effectivement sur la ligne tracée par ceux qui le soutiennent.

Précisément, l'ex-conseiller national de sécurité Zbigniew Brzezinski intervient dans le *New York Times* à propos de « l'initiative pour le grand Moyen-Orient ». Il souligne que cette proposition est minée par les déclarations préalables de Dick Cheney, selon lesquelles la démocratie doit précéder la paix. Les populations ont compris que Washington remet à plus tard le règlement du conflit palestinien et le retour de l'Irak à la souveraineté en les conditionnant à des réformes politiques dans la région.

L'ex-secrétaire d'État, Madeleine K. Albright, dénonce dans le *New York Times* les manœuvres du président ukrainien Leonid Kuchma pour se maintenir au pouvoir. À l'avance, elle met en doute la sincérité du scrutin présidentiel à venir en octobre prochain et menace l'Ukraine de sanctions. Cet avertissement n'est pas sans rappeler celui adressé à Edouard Chevardnadze avant son

renversement en Géorgie. Précisons que l'institut de Mme Albright et la Charles Stewart Mott Foundation financent le Comité des électeurs d'Ukraine, le Civil Society Institute etc. qui pourraient fournir une base logistique pour un changement de régime en douceur.

L'économiste Guy Millière transmet aux lecteurs du *Figaro* la bonne parole de Daniel Pipes dont il est le traducteur français. Reprenant les théories du propagandiste états-unien, il stigmatise le spectre de l'islam militant, successeur du fascisme et du communisme et il brocarde les pacifistes d'hier et d'aujourd'hui, incapables de défendre « l'Occident ». Ce terme est d'autant mieux choisi qu'il appartient au vocabulaire de la Guerre froide. Il désignait alors le camp atlantiste résistant au péril rouge. Le voici recyclé pour désigner encore le camp états-unien, mais cette fois face au terrorisme vert. Mais au passage, les contours de cet « Occident » ont été redéfinis : il englobe désormais l'Europe centrale et orientale « libérée » du bolchevisme, et il identifie la diaspora juive à Israël après l'échec de la révolution russe.

Heureusement, les néo-conservateurs ont aussi de bonnes nouvelles. Pour Max Boot, dans *The Age*, la promulgation de la Constitution provisoire irakienne montre que le pays est sur la bonne voie et a su écarter les principaux obstacles à l'installation d'une démocratie. Cette autosatisfaction tient de la méthode Coué dans la mesure où la dite constitution n'est en fait qu'un règlement intérieur du Conseil provisoire de gouvernement nommé par la Coalition. Non seulement, elle n'a pas été approuvée par le peuple irakien tandis que les élections législatives ont été reportées à une date indéterminée, mais elle posera un grave problème à une assemblée constituante, s'il devait y en avoir une par la suite.

Les ministres de l'Éducation de Gambie, de Guinée, du Niger, du Nigeria et du Pakistan soulignent dans l'*International Herald Tribune* que les engagements des pays donateurs en faveur de l'Éducation des enfants des pays en voie de développement n'ont pas été tenus alors même que les États concernés ont réalisé les réformes que l'on exigeait d'eux au préalable. 150 millions d'enfants ne pourront donc pas terminer leur premier cycle scolaire.

L'ancien conseiller en désarmement démocrate, Richard L. Garwin applaudit dans le *Los Angeles Times* la décision de l'administration Bush concernant les mines : désormais ces mines seront pourvus d'un système d'autodestruction afin de les empêcher de faire des victimes bien après la fin des conflits. On restera dubitatif devant un raisonnement qui veut nous convaincre que les États-Unis sont à la pointe du combat contre ces armes tout en réaffirmant que les mines anti-personnelles sont indispensables aux troupes états-uniennes et à la protection des populations civiles.

Enfin, la sœur d'une victime du 11 septembre et présidente d'une fondation patriotique, Debra Burlingame, se désolidarise des familles qui ont critiqué l'usage d'images des attentats dans les spots publicitaires du candidat George W. Bush. Elle leur renvoie la critique en les accusant dans le *Wall Street Journal* de faire campagne contre Bush.

**Réseau Voltaire**

## Pascal Boniface, Barthélemy Courmont



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignants dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.



Barthélemy Courmont est chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) où il est responsable de l'Observatoire des élections américaines

### « La stratégie américaine figée »

Source : Libération

Référence : « La stratégie américaine figée », par Pascal Boniface et Barthélemy Courmont, *Libération*, 8 mars 2004.

Aujourd'hui, **John Kerry** dépasse **George W. Bush** dans les sondages. La situation peut évoluer et les sommes dépensées durant la campagne auront un effet déterminant, mais elle offre déjà deux enseignements : pour la première fois depuis 1984, les relations internationales et la place des États-Unis dans le monde seront un thème central de la campagne et, sauf revirement exceptionnel en Irak, les événements internationaux risquent de plaider contre **George W. Bush**.

Toutefois, ceux qui espèrent que l'arrivée de Kerry au pouvoir entraînera un changement global de la politique étrangère des États-Unis risquent d'être très déçus. En effet, il faut prendre en compte le fait que les politiques étrangères sont comme de gros tankers et qu'il est très difficile de les faire changer de cap. Les révolutions stratégiques sont plus l'exception que la règle et le poids du Congrès dans la politique étrangère aura en outre un impact déterminant. Il ne faut pas oublier par ailleurs que Kerry a voté en faveur de la Guerre d'Irak et du *Patriot Act*. Il a beau affirmer souhaiter la ratification du Traité interdisant les essais nucléaires, la Convention sur la vérification des armes biologiques, le Protocole de Kyoto et le Traité de la **Cour criminelle internationale**, pourra-t-il faire changer d'avis le Sénat et obtenir la majorité des deux tiers ?

Il poursuivra vraisemblablement la politique unilatérale initiée par **Bill Clinton** et seulement renforcée par **George Bush**. Il a déjà affirmé à la communauté juive new-yorkaise qu'il ne changerait pas la ligne de conduite de son pays vis-à-vis d'Israël. De son côté, le Congrès devrait continuer à s'opposer à l'évolution du partenariat transatlantique. Ce n'est pas un hasard si **Howard Dean** avait présenté Kerry comme le candidat du compromis et de l'establishment et avait concentré ses attaques sur lui.

## Zbigniew Brzezinski



Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

### « La mauvaise façon de vendre la démocratie au monde arabe »

Source : New York Times

Référence : « The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World », par Zbigniew Brzezinski, *New York Times*, 8 mars 2004.

L'administration Bush mérite le respect pour son engagement à long terme en faveur de la démocratie au Moyen-Orient. Cependant même une bonne idée peut être détournée et avoir des effets pervers, surtout si vous êtes soupçonnés d'avoir des objectifs cachés derrière les bonnes intentions affichés.

C'est précisément ce qui se passe avec « l'initiative du grand Moyen-Orient » de l'administration Bush, un texte proposé aux membre du G8 pour développer la démocratie, la liberté et les droits des femmes dans la région. Le monde arabe l'a reçu défavorablement et **Hosni Moubarak** l'a qualifié de « texte trompeur ». L'administration Bush peut encore le sauver, mais il faut agir vite.

Il faut en terminer avec la tonalité paternaliste car elle provoque des inquiétudes dans une région qui n'a pas oublié le colonialisme. Il faut aussi avoir conscience qu'une démocratie rapidement posée pourrait avoir des résultats imprévus. Aujourd'hui lors d'une élection libre en Arabie saoudite Ben Laden gagnerait plus sûrement que le prince Abdallah. Sans tradition constitutionnelle, la démocratie dérive vite en régime autoritaire plébiscitaire. Il est également important de convaincre les Européens du bien fondé de ce programme, ce qui passe par un engagement en parallèle dans le processus de pays israélo-palestinien. En effet, depuis les déclarations de **Dick Cheney** à Davos, affirmant que la démocratie était un préalable à la paix, les Européens croient que cette initiative est un moyen de repousser toute résolution du conflit.

Pour que le projet fonctionne, il faut qu'il soit une réflexion commune aux États-Unis, aux pays arabes et aux Européens et qu'il s'accompagne d'efforts pour rendre leurs souveraineté aux Palestiniens et aux Irakiens.

## Madeleine K. Albright



Madeleine K. Albright est ancienne secrétaire d'État états-unienne sous l'administration Clinton (1997-2001) et ancienne ambassadrice à l'ONU (1993-1997). Elle préside le National Democratic Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy.

### « Comment aider le vote en Ukraine »

Source : New York Times

Référence : « How to Help Ukraine Vote », par Madeleine K Albright, *New York Times*, 8 mars 2004.

L'Ukraine fait aujourd'hui face à un test crucial pour sa démocratie alors que l'on se rapproche de ses élections présidentielles en octobre et que le gouvernement met en œuvre une politique d'intimidation. Celui-ci a notamment fait fermer les bureaux ukrainiens de deux stations, dont Radio Liberty. Une semaine plus tard, le directeur d'une troisième station est mort dans un accident de la route douteux. Le reste des médias est contrôlé plus ou moins directement par le gouvernement.

Dans le même temps, les autorités fiscales s'attaquent aux seules entreprises qui soutiennent l'opposition et les partisans de l'actuel président Leonid Kuchma tentent de faire passer des amendements constitutionnels renforçant le Parlement où ils seront majoritaire jusqu'en 2006 alors qu'ils sont presque assurés de perdre la présidentielle. Dans d'autres circonstances, de tels amendements ne seraient pas une mauvaise chose, mais les élections parlementaires ont été douteuses.

La direction que va prendre l'Ukraine est très importante pour les États-Unis en raison des liens que Washington et Kiev ont tissés depuis l'indépendance et de sa situation. En effet, en mai, ce pays sera à la croisée de l'Union européenne à l'ouest, des terroristes au sud, de l'autoritaire Biélorussie au nord et de la Russie, où certains rêvent encore de l'URSS, à l'est. Les États-Unis n'ont pas d'intérêt à voir un candidat gagner plutôt qu'un autre, mais la façon dont il gagnera est essentielle. Notre ambassadeur dans le pays s'est déjà exprimé courageusement, mais l'administration Bush est restée discrète. Seul **Donald Rumsfeld** s'est rendu en Ukraine, malheureusement seulement pour demander l'appui de Kiev en Irak. Le soutien qu'il a obtenu est, selon l'opposition, un moyen pour le gouvernement d'obtenir l'amnistie pour ses autres actions. Les États-Unis doivent défendre des élections libres dans ce pays, des médias libres et obtenir le soutien de l'Union européenne pour parvenir à cet objectif. Si les élections n'étaient pas justes, il faudrait prendre des sanctions.

## Guy Millière



Philosophe, économiste et traducteur des œuvres de Friedrich Von Hayek et du site de Daniel Pipes, Guy Millière est l'auteur de *Ce que veut Bush*, un livre écrit avec la participation de Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush), Paul Wolfowitz (Le roi de pique du régime Bush) et William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush). Ancien chercheur à la Hoover Institution, il contribue régulièrement au journal *Les 4 vérités*, à *Israël magazine* et à *Frontpage Magazine*.

## « Cet Occident tenté par le renoncement »

Source : Le Figaro

Référence : « Cet Occident tenté par le renoncement », par Guy Millière, *Le Figaro*, 8 mars 2004. Cette tribune est tirée du dernier livre de l'auteur : *Qui a peur de l'islam !*.

Une guerre est en cours à l'intérieur de l'islam entre un islam s'ouvrant à la modernité et un islam aveugle, conquérant et ressentimental. Il s'agit du principal enjeu de ce début de siècle, peut-être l'unique enjeu sur lequel il vaille la peine de se pencher. Si l'Afghanistan a prouvé que l'islam conquérant installé au pouvoir échoue, cela ne veut pas dire que celui-ci est mort et ce n'est pas parce qu'il est défendu par une minorité que cette minorité ne peut pas changer le cours de l'histoire.

L'intimidation, la peur, les agressions s'épandent ; le chantage à l'islamophobie ou au racisme est l'une des formes de cette intimidation. J'entends pour ma part rester fidèle à mes convictions. La société ouverte s'est autrefois trouvée confrontée au nazisme puis au communisme, elle est aujourd'hui confrontée à l'islam tel qu'il est, à l'islam militant. C'est un danger vieux de huit siècles et en même temps, un danger du XXIème siècle. Il est assisté par les anciens et les nouveaux nazis de toutes obédiences, des gens de droite et d'extrême droite aveuglés par leur propre haine et des gens de gauche ou d'extrême gauche égarés par leurs propre dogme ; tous ceux qui divisent et détériorent l'Occident. L'Occident, vous n'aimez pas ce mot mais pour moi il représente le respect de l'individu, le droit d'avoir des droits, la liberté et l'humanisme.

L'islam militant, et plus largement l'islam aujourd'hui, est l'une des composantes matricielles de l'anti-humanisme. Voici trente ans, les cohortes défilaient en criant : « Faites l'amour, pas la guerre » et grâce à elles les gens du Sud-Vietnam n'ont fait, ni la guerre, ni l'amour, mais ont fini atrocement suppliciés. Voici vingt ans, les mêmes cohortes défilaient en disant : « Plutôt rouges que morts » et aujourd'hui, elles disent : « Plutôt verts-islam que morts ». Si nous acceptons la défaite qu'elles nous proposent, une nouvelle ère de barbarie s'ouvrira.

## Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

### « L'Irak est dans une voie sûre vers la démocratie »

Source : The Age

Référence : « Iraq is on a sure path to democracy », par Max Boot, *The Age*, 8 mars 2004.

L'Irak ressemble de plus en plus au bus du film *Speed* : il n'y a qu'en continuant à avancer, en évitant les obstacles, que les habitants survivront. Beaucoup de vrais bombes ont explosé récemment en Irak, mais les bombes politiques qui n'ont pas explosé sont encore plus significatives.

Tel Keenu Reeves dans le film parvenant à empêcher le bus d'exploser, L. Paul Bremer a évité les risques de guerre civile que pouvaient entraîner les tentatives sunnites pour se maintenir au pouvoir, les tentatives chiites pour prendre le contrôle du gouvernement et la volonté d'autonomie des Kurdes. Il a même réussi une avancée remarquable en parvenant à faire adopter un texte constitutionnel qui est une merveille de libéralisme et qui garantit les droits des Irakiens.

Il reste désormais à décider comment les membres du gouvernement irakien seront désignés. Bremer voulait une élection par caucus et le grand ayatollah Sistani une élection générale. En définitive, dans un esprit de compromis bienvenu, il a été accepté que la souveraineté soit transmise à un gouvernement provisoire non élu et que les élections viendraient plus tard. Si tout ne va pas bien en Irak, on peut cependant noter que les troupes de la Coalition subissent moins de pertes et que les terroristes s'en prennent désormais aux Irakiens, cibles plus faciles, ce qui les prive de toute possibilité de disposer d'un soutien populaire. Le bus a perdu quelques passagers, mais il se dirige vers sa destination finale : la démocratie.

## Ibrahim Ary, Zobaida Jalal, Galema Guilavogui, Ann-Therese N'dong-Jatta, Fabian Osuji

Ibrahim Ary est ministre de l'Éducation de base et de l'alphabetisation du Niger.

Zobaida Jalal est le ministre de l'Éducation du Pakistan.

Galema Guilavogui est ministre de l'Éducation pré-universitaire et de l'éducation civique de la

### « Pour éduquer les enfants du monde, les donateurs doivent payer »

Source : International Herald Tribune

Référence : « To educate the world's children, donors must deliver », par Ibrahim Ary, Zobaida Jalal, Galema Guilavogui, Ann-Therese N'dong-Jatta et Fabian Osuji, *International Herald Tribune*, 8 mars 2004.

Aujourd'hui, 8 mars 2004, 100 millions d'enfants, dont 60 millions de filles, n'ont pas rejoint l'école quand la cloche a sonné. Dans les pays les plus pauvres

République de Guinée.

Ann-Therese N'dong-Jatta est la secrétaire d'État à l'Éducation de Gambie.

Fabian Osuji est le ministre de l'Éducation du Nigeria.

d'Afrique, en moyenne une jeune fille sur deux ne va pas à l'école et 150 millions d'enfants ne termineront jamais leur premier cycle scolaire. Pourtant, ce ne sont pas les pays occidentaux et les pays en voie de développement qu'il faut convaincre des bienfaits de l'éducation dans les domaines économiques et de santé.

Il y a quatre ans, à Dakar, 182 pays se sont engagés à ce que tous les enfants aient accès à l'éducation primaire d'ici 2015. Les fonds nécessaires pour parvenir à cet objectif s'élèvent 5,6 milliards par ans. Ils n'ont pas été fournis bien que cette somme ne représente que trois jours du budget militaire global. La Banque mondiale a donc mis au point une initiative associant pays en voie de développement et pays donateurs qui prévoient que si les premiers prennent des mesures en faveur de l'éducation et réforment leur système d'enseignement, les second financeront ces programme.

Deux ans après le lancement de cette initiative, les pays donateurs n'ont pas fournis les montants promis et les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont même rien donné du tout au Niger malgré ses réformes importantes. Sans cet engagement financier, les enfants qui ne pourront pas aller à l'école rejoindront les 879 millions de personnes, le quart de la population des pays en voie de développement, qui ne savent ni lire, ni écrire.

## Richard L. Garwin



Chercheur au Council on Foreign Relations, Richard L. Garwin a présidé l'Arms Control and Nonproliferation Advisory Board sous la présidence de Bill Clinton.

### « Bush a pris la bonne direction dans le contrôle des mines »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bush Sets the Right Course in Control of Land Mines », par Richard L. Garwin, *Los Angeles Times*, 8 mars 2004.

En tant que spécialiste des questions d'armement, j'ai beaucoup de reproches à faire à l'administration Bush, mais je la félicite pour sa nouvelle politique concernant les mines. L'avantage des mines pour les militaires, c'est qu'elles peuvent durer toute la durée de la guerre ou de la bataille. Mais le problème, c'est qu'elles durent souvent plus longtemps et qu'elle peuvent affecter les civils pendant des années encore.

C'est pour cela que désormais, les mines contiennent des mécanismes d'autodestruction fiables qui se déclenchent au plus tard un mois après leur mise en place et qu'elles sont alimentées par des batteries avec une durée de vie limitée au cas où le système d'autodestruction serait défectueux.

L'administration Bush a décidé de ne plus utiliser de mines persistantes après 2010 et plus de mines non métalliques, difficilement détectables, après 2004.

En devenant le premier pays dans le monde à adopter ces mesures, les États-Unis prennent la direction morale mondiale dans ce domaine.

Cette politique n'empêche toutefois pas certains de reprocher aux États-Unis de ne pas avoir signé le traité d'interdiction des mines. Il faut rappeler qu'il n'existe pas de traité d'interdiction des mines, mais que la Convention d'Ottawa de 1997 interdit les mines anti-personnelles, en autorisant toutes les autres. Cette distinction n'a pas de sens car en Angola 70 % des routes sont bloquées par des

mines. Dans la lutte contre les mines, la politique des États-Unis est plus efficace que la convention d'Ottawa, texte que nous ne pouvons pas ratifier car l'interdiction des mines antipersonnelles ferait courir un trop gros risque à nos troupes et aux civils qu'ils défendent.

## Debra Burlingame

Présentée comme une démocrate, Debra Burlingame, est la sœur de Charles F. "Chic" Burlingame, III, le capitaine du vol 77 d'American Airlines qui se serait écrasé dans le Pentagone le 11 septembre 2001 selon l'administration Bush. Elle a créé la Patriot Dreams Foundation. Bien que mort en civil, le capitaine Burlingame, ancien porte-parole du Pentagone pendant la première guerre du Golfe, a été inhumé au cimetière militaire d'Arlington .

### « Notre 11 septembre »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Our 9/11 », par Debra Burlingame, *Wall Street Journal*, 8 mars 2004.

Immédiatement après le 11 septembre, les familles qui avaient perdu des proches lors des attentats ont été liées pour toujours par la peine et la colère. Toutefois, les « familles du 11 septembre » ne sont pas un groupe monolithique et rien ne l'illustre mieux que l'actuelle controverse sur la campagne de **George W. Bush** qui utilise des images de Ground Zero. Dans cette affaire, je ne me sens pas représentée par les membres des « familles du 11 septembre ».

J'estime, comme beaucoup d'Américains, que le 11 septembre est un moment crucial de l'histoire de notre pays et qu'il est important que les candidats expliquent quelles leçons ils ont tiré de cet événement. Les images de Ground Zero se sont par ailleurs retrouvées sur toute une série de supports commerciaux sans que cela provoque de colère. En fait, c'est moins l'usage qui en est fait que la personne qui les utilise qui choque ces personnes par ailleurs très liées à des groupes anti-Bush, notamment **Moveon.org**. Une partie des membres des familles s'est constituée en lobby.

Il faut garder en tête cependant que les États-Unis tout entiers ont été frappés le 11 septembre et que beaucoup d'Américains ont choisi de s'engager suite à cela dans la guerre au terrorisme. Ils ne sont pas choqués par l'usage de ces images qui ont déterminé leur choix. Nous ne devons pas tolérer les propos de proches de victimes du 11 septembre qui affirment qu'ils « voteraient pour Saddam Hussein avant de voter pour Bush ». C'est en effet, une marque d'ingratitude pour nos troupes.

Il faut laisser les candidats utiliser ces images et leur faire confiance.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .